

# Rwanda-début des négociations sur fond de combats

Smerdon, Peter

Reuters, 30 mai 1994

KIGALI, 30 mai, Reuter - L'armée rwandaise et le Front patriotique du Rwanda (FPR) ont entamé lundi leurs premières négociations directes, sous l'égide des Nations unies à Kigali, pour tenter de mettre fin aux violences qui ont coûté la vie à un demi-million de personnes.

Les armes ne se sont pas tues pour autant. Les combats ont repris à l'aube dans la capitale rwandaise, après une nuit relativement calme. Selon des témoins, un obus de mortier a explosé près de l'hôtel Méridien, fréquenté par des journalistes, dans un quartier tenu par les rebelles.

Les représentants des deux factions rwandaises se sont rencontrés à 10h30 locales (08h30 GMT) au quartier général de l'Onu.

“Le principal objectif des entretiens est de parvenir à un cessez-le-feu afin d'améliorer le sort du peuple rwandais et de permettre à l'aide de lui parvenir”, a déclaré à Reuter le général Marcel Gatsinzi, chef de la délégation militaire gouvernementale.

“Je n'ai d'autre option que de croire en la bonne volonté du FPR”, a-t-il ajouté.

Le colonel Franck Mugambage, chef de la délégation du FPR, a souligné qu'il négocierait avec l'armée mais pas avec le gouvernement provisoire, dont les membres sont tous de la majorité hutue et que le Front refuse de reconnaître.

En ouvrant les travaux, le vice-commandant de la Mission d'assistance des Nations unies au Rwanda (Minuar), le général Henry Anyidoho, a espéré que les belligérants mettraient à profit l'élan donné au processus de paix par l'émissaire de l'Onu, Iqbal Riza, lors de sa visite la semaine dernière.

Le début des pourparlers a été légèrement retardé par une panne du camion blindé qui transportait le général Gatsinzi. Le véhicule s'est arrêté à 250 mètres du QG de l'Onu et a dû être remorqué jusqu'au siège de la Minuar.

— Echange de réfugiés suspendu —

Peu avant le début de la séance, des rafales d'armes légères émanant du FPR ont crépité aux abords de l'immeuble de l'Onu, situé dans un quartier tenu par les rebelles dans l'est de Kigali, en dépit d'un appel au cessez-le-feu lancé par l'Onu pour la durée des négociations.

Si les discussions portent leurs fruits, l'Onu entamera l'application de certains points du plan de paix adopté par le Conseil de sécurité. L'un d'eux prévoit

l'évacuation des civils pris au piège par les combats, une opération que la Minuar a commencé vendredi et samedi mais a dû suspendre pour des raisons de sécurité.

Des officiers de l'Onu ont fait savoir que l'évacuation ne reprendrait pas lundi car les belligérants n'avaient pas donné suffisamment de garanties sur la sécurité des convois.

Les forces du FPR ont renforcé au cours de la nuit leur pression sur les troupes gouvernementales. L'enjeu des combats est le contrôle de la dernière route encore utilisable par l'armée, celle qui conduit au sud-ouest de Kigali dans une zone connue sous le nom de Coin de Kadhafi.

La radio du FPR a dimanche soir imputé au gouvernement la responsabilité de l'arrêt d'un échange de réfugiés hutus et tutsis en plusieurs points de la ligne de front à Kigali. Radio Muhabura a ajouté que cela pourrait nuire aux négociations.

La radio a laissé entendre que le gouvernement avait violé un accord portant sur l'échange d'un Hutu contre un Tutsi, en demandant que tous les 5.500 réfugiés du stade Amahoro, dont beaucoup sont hutus, soient envoyés en territoire gouvernemental en échange de seulement 175 civils, en majorité tutsis, bloqués à l'hôtel des Mille Collines.

Selon le Haut commissariat de l'Onu aux réfugiés (HCR), environ un demi-million de Hutus qui ont fui l'avancée du FPR sont bloqués près de Gitarama, à une quarantaine de kilomètres au sud de Kigali.

"Cela devient très grave", a dit un porte-parole du HCR. "Ils ont peu d'eau et peu de vivres et la situation médicale est très sérieuse". /DR

(c) Reuters Limited 1994